

La fermeture des petits hôpitaux semble inévitable

Dans un livre coup de gueule, un expert en santé publique a choisi la période électorale pour dénoncer les dysfonctionnements de notre système de santé.

Par [Anne Jeanblanc](#)

Publié le 26/01/2017 à 17:40 | [Le Point.fr](#)

Les candidats à la présidentielle devront se pencher sur le cas des petits hôpitaux, dont l'avenir est menacé.

Voilà un livre* que tous les candidats à l'élection présidentielle – et plus généralement tous ceux qui se préoccupent de notre système de santé – devraient impérativement lire. Car le regard d'Antoine Vial sur le sujet est pour le moins décapant. Tout y passe : les dysfonctionnements de notre médecine, la santé publique détroussée et confisquée, la maladie mortelle des médicaments, la faiblesse de l'information médicale, l'abandon des plus vulnérables ainsi que l'arrivée d'Internet. Quant à la situation des hôpitaux, elle est plus qu'inquiétante.

Pour comprendre la menace qui pèse sur les centres hospitaliers de moyenne et petite taille, cet expert en santé publique prend l'exemple de la chirurgie orthopédique et traumatologique, qui représente 24 % des interventions pratiquées en [France](#). « En quinze ans, les effectifs de chirurgiens orthopédistes ont augmenté de 88 % dans les cliniques privées, contre 8 % dans les CHU et à peine plus dans les centres hospitaliers non universitaires (CH) », précise l'auteur. Et le déséquilibre s'aggrave d'année en année.

41 % des postes non pourvus en chirurgie

Une enquête menée en 2015 sur 16 bassins de CHU a montré que, de 2002 à 2012, plus des deux tiers des internes qualifiés en orthopédie traumatologie s'étaient installés dans le secteur privé. Conséquence logique : le taux de « vacance », donc de postes de praticiens hospitaliers budgetisés mais inoccupés faute de candidats, est de 41 % pour la chirurgie (toutes spécialités confondues). En orthopédie, continue Antoine Vial, les spécialisations sont nombreuses : la main, le pied, les membres supérieurs, inférieurs, le rachis... Les petits hôpitaux ne peuvent évidemment pas les assurer en permanence. Quant à la solution de l'envoi, par les CHU, de chirurgiens en fonction des besoins, elle est impossible puisque les grands centres manquent eux-mêmes d'effectifs...

Les cliniques, elles, accueillent les jeunes chirurgiens à bras ouverts ; elles leur offrent des conditions financières deux à trois fois supérieures à celles de l'hôpital et des conditions de travail incomparables. « Ainsi *aspirés* par le privé dès la fin de leur cursus universitaire, ces derniers amplifient, malgré eux, le déficit de chirurgiens dans les services qui les ont formés », regrette l'auteur. Les conséquences sont évidemment dramatiques sur la qualité des soins – même si fort heureusement, il reste des blouses blanches qui refusent de quitter le service public –, et aussi sur la formation des générations futures.

Pour tenter de « redresser la barre », Antoine Vial écrit que le [ministère de la Santé](#) a décidé, en novembre 2015, de déboursier 250 millions d'euros pour inciter les internes à rester à l'hôpital. Le montant de cette « prime d'engagement de service public mensualisé » correspond à plusieurs mois de salaire pour ceux qui vont exercer pendant cinq ans à l'hôpital public, soit dans une zone de sous-effectif, soit dans une spécialité connaissant des difficultés de recrutement comme l'anesthésie ou la radiologie. Interrogé sur le sujet, le cabinet de [Marisol Touraine](#) ne retrouve aucune trace de cet engagement... Quoi qu'il en soit, les candidats à la présidentielle devront se prononcer clairement sur la place respective des CHU et des CH au sein de notre système de santé.

ANTOINE VIAL

SANTÉ

LE TRÉSOR MENACÉ

COMMENT SORTIR
DE L'IMPASSE ?

La santé participative
enjeu de la présidentielle 2017

L'ATALANTE

vial_sante.indd

* *Santé, le trésor menacé*, par Antoine Vial, éditions l'Atlante, 224 pages, 15 euros.